

Jeu de dupes entre le président Hery Rajaonarimampianina et Marc Ravalomanana

D'après La LOI - 11/09/15

Depuis son retour en octobre 2014, l'ancien président ne fait pas mystère de ses ambitions : revenir en politique et relancer Tiko. Aussi, malgré les relations en apparence cordiales qu'il entretient avec le chef de l'Etat, les deux hommes sont passés maîtres dans l'art du double langage. Si son épouse, Lalao Ravalomanana, a remporté l'élection municipale à Antananarivo, les scores de son parti, le TIM, sur le reste du territoire, ont été bien en deçà de ses attentes.

Et dans la capitale, l'actuel pouvoir a veillé à réduire les prérogatives du maire en adoptant en avril la loi sur le statut spécial d'Antananarivo. Le premier édile se voit désormais privé de la mise en place de grands projets d'urbanisme, dévolus aux ministères concernés, et ses pouvoirs se limiteront à la gestion des déchets, des impôts locaux, de la voirie, des transports, etc. Ces dispositions seront prochainement renforcées par une nouvelle loi sur l'intercommunalité, actuellement en préparation, qui doit accentuer l'interdépendance entre communes d'une même périphérie et donc entre leurs maires.

Les Ravalomanana n'auront donc d'autre choix que de collaborer avec les autorités actuelles s'ils veulent conclure leur mandature par un bilan positif, et se positionner dans la course à la présidentielle. Or, malgré leurs rencontres régulières et une bonne entente de façade, Hery Rajaonarimampianina comme Marc Ravalomanana ne se départissent pas en coulisses d'une défiance mutuelle. Ils auraient tous deux écrit à Robert Mugabe, président de l'UA, l'ancien chef de l'Etat reprochant au régime de le harceler, et Hery Rajaonarimampianina demandant à l'UA de faire passer la consigne aux ambassadeurs étrangers à Madagascar de ne plus recevoir l'ancien président.

Bras de fer autour de Tiko

Entre temps, Marc Ravalomanana est bien décidé à relancer son groupe Tiko. Or, l'actuel chef de l'Etat n'ignore pas que la reprise - et le succès - de Tiko servirait les intérêts politiques de son rival.

Alors qu'il affichait jusque-là une certaine tolérance à son égard, il ne veut pas céder sur la question de la régularisation fiscale de Tiko : la direction générale des impôts réclame au groupe l'équivalent de plus de 49,3 millions d'euros tandis que celui-ci doit à la Jirama l'équivalent de 224 320 euros.

Le gouvernement tente aussi de gagner du temps concernant le terrain où est située Magro, la société de Tiko spécialisée dans la distribution : Marc Ravalomanana n'a de cesse de réclamer une reconduction de son bail à la CCI d'Antananarivo qui en est propriétaire. Celle-ci l'avait expulsé en 2010 pour cause de loyers impayés et lui réclame 10 000 euros d'arriérés pour 2009. Si le chef de l'Etat est réticent, Marc Ravalomanana peut compter sur le soutien de Rivo Rakotondrasanjy, le vice-président de la CCI.

Parallèlement, Marc Ravalomanana recherche des investisseurs pour l'aider à redémarrer ses activités commerciales. Il est en cela assisté par son ami de longue date, l'ancien ambassadeur Jean-Pierre Razafy-Andriamihango. De son côté, Hery Rajaonarimampianina a déjà marqué un point : Marc Ravalomanana a échoué en juillet à se faire élire vice-président du syndicat patronal Fivmpama.